

COMITE PREPARATOIRE DU 3^{IE}ME CONGRES

SOMMAIRE

1.- DU 2ème CONGRES DE FEVRIER 98 AU TRIOMPHE DE L'ALTERNANCE LE 19 MARS 2000

- 1.1. Retour sur les principales décisions du 2e Congrès
- 1.2. Mise en œuvre d'une stratégie nationale pour le triomphe de l'alternance le 19 Mars 2000.

II. TROIS ANS APRES L'ALTERNANCE, DES DEFIS MAJEURS A RELEVER A MIPARCOURS

- 2.1 Le 19 mars 2000, une avancée historique
- 2.2 L'Alternance trois ans après
- 2.3 Les défis de l'Alternance
 - 2:3.1 Promouvoir une gouvernance de rupture d'avec les pratiques de l'ancien régime
 - 2.3.2 Assurer aux Sénégalaises et aux Sénégalais une vie sociale meilleure
 - 2.3.3 Œuvrer au changement durable des mentalités et des comportements pour une citoyenneté responsable
- 2.4 And-Jëf/PADS à l'épreuve du gouvernement de l'Alternance

III-QUELLES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT POUR LE SENEGAL ?

- 3.1. Le contexte international
- 3.2. Le contexte africain
- 3.3. L'évolution de la situation économique et sociale du Sénégal
 - 3.3.1 Avant l'Alternance
 - 3.3.2 Sous l'Alternance
- 3.4. Quelques axes stratégiques de la politique extérieure du Sénégal sous l'Alternance
- 3.5 Points d'appui pour un développement endogène durable au service du peuple

IV.- LES RESPONSABILITES POLITIQUES ET TACHES DE AND-JËF/PADS A L'HORIZON 2006-2007

- 4.1 Brève analyse des principales forces politiques en présence
- 4.2 La problématique de l'unification de la gauche
- 4.3 La présence de And-Jëf/PADS dans le gouvernement et les échéances électorales de 2006-2007
- 4.4 Les tâches d'édification et de développement du parti

CONCLUSION

Ce texte est destiné aux structures de And-Jëf/PADS. Il doit servir de support pour alimenter les débats larges et profonds, à tous les niveaux du parti, en direction du troisième Congrès prévus les 12, 13 et 14 décembre 2003.

Il est conçu comme un **document politique d'orientation**, devant fournir un référentiel et une base théorique à l'élaboration des Résolutions et décisions à prendre par le Congrès, dans la démocratie et la transparence. Que les idées justes écloses et que And-Jëf se fortifie!

Plein succès au 3ème Congrès.

EN GUISE D'AVANT PROPOS

INTRODUCTION

Entre le deuxième Congrès de 1998 et le troisième de 2003, le changement qualitatif majeur intervenu dans l'évolution politique du Sénégal a été incontestablement l'alternance historique du 19 mars 2000, et à sa suite, la participation de AND-JEF/PADS, pour la première fois, à la gestion des affaires du pays. Notre Parti, malgré des insuffisances politico-organisationnelles persistantes, a joué un rôle de premier plan dans les mobilisations populaires Et toutes les batailles démocratiques qui ont permis la victoire du 19 mars.

Plus de cinq ans après le deuxième Congrès et plus de trois ans après l'alternance, il est de notre devoir de dresser un bilan critique et autocritique sans complaisance du chemin parcouru. Il s'agira ainsi de tirer les leçons apprises de l'expérience, pour l'éducation politique de nos militants et de l'ensemble du peuple sénégalais, et pour la détermination de nos nouvelles responsabilités et perspectives au Sénégal, en Afrique et dans le monde. C'est dire aussi toute la portée du Forum Panafricain, organisé durant le troisième congrès, autour du thème: «**Mondialisation, ajustements structurels, unité africaine: la gauche africaine à l'épreuve du pouvoir**».

1. DU DEUXIEME CONGRES DE FEVRIER 98 AU TRIOMPHE DE L'ALTERNANCE LE 19 MARS 2000

1. RETOUR SUR LES PRINCIPALES DECISIONS DU 2^e CONGRES:

Le 2e Congrès ordinaire de And-Jëf/PADS s'est tenu en Février 1998 autour du thème: «**Pour le triomphe du FOLLI à l'horizon 2000: les nouvelles responsabilités de AND-JËF/PADS en tant que Parti alternatif de gauche et Parti de masse**». Parmi les documents majeurs adoptés par le congrès, on peut citer:

- un nouveau **PROGRAMME FONDAMENTAL** du Parti: actualisant le Programme du Congrès d'unification de 1991, il précisait l'articulation entre le programme général et le programme alternatif concret, réaffirmait la démarcation de And-Jëf/PADS à l'égard de l'ancien socialisme bureaucratique et néo bourgeois privatif de liberté, son ancrage dans l'option du panafricanisme et dans la voie du socialisme solidaire et émancipateur, alternative au capitalisme. Ce programme consacrait l'adoption de l'approche genre par And-Jëf/PADS et déclinait la vision du Parti pour un Etat laïc, démocratique et populaire, une économie nationale autocentrée dans une Afrique intégrée et unie, le bien-être social des masses, une culture nationale pluraliste, progressiste et scientifique, une politique étrangère d'indépendance et de souveraineté;
- de nouveaux STATUTS et un nouveau REGLEMENT INTERIEUR marquant l'évolution et les nouvelles exigences du système organisationnel du Parti, défini comme un Parti de masses avec un ancrage dans les options politiques et les valeurs de gauche;
- une Résolution sur LA LIGNE GENERALE: elle caractérisait la mondialisation comme la figure contemporaine de la domination impérialiste unipolaire sur le monde, sous l'égide de la puissance US. Elle soulignait la marginalisation continue de l'Afrique et les multiples obstacles à sa démocratisation. Elle fixait les traits et enjeux de la situation économique, politique, sociale et culturelle nationale, avant de dégager les orientations et tâches du Parti aux plans idéologique, politique et organisationnel, résumées dans le concept des «Dix Grandes Batailles» du Parti: le changement des mentalités et des comportements, l'identité de And-Jëf/PADS, les moyens matériels et financiers, l'appareil opérationnel, l'implantation et la massification, l'animation, la Communication et la formation, les inscriptions sur les listes électorales et la transparence des électeurs, la gestion efficace des

espaces de pouvoir conquis, l'unité de lutte du camp du peuple, la solidarité panafricaniste et internationaliste;

- plusieurs résolutions sectorielles sur les femmes, les jeunes, le mouvement ouvrier et syndical, etc

Il faut fortement déplorer que l'essentiel de ces documents, malgré les efforts méritoires consentis pour leur élaboration, malgré leur pertinence et leur actualité sous bien de rapports, n'aient pas fait l'objet d'une véritable instruction et intériorisation dans le Parti, pour une meilleure lisibilité et visibilité de sa conduite politique. Cette lacune pose un problème de fond: à quoi sert-il de dépenser des millions pour réunir un congrès, mobiliser les militants, adopter une ligne, arrêter des décisions et ensuite ranger tout cela dans les placards et développer sur le terrain politique concret, une praxis voire une auto praxis sur d'autres bases? Nous devons prêter une grande attention à cette question au lendemain de notre troisième congrès, afin d'assurer conséquemment la mise en œuvre et le suivi des décisions ou orientations arrêtées de façon libre et démocratique par nos instances.

Tenu trois mois avant les législatives de Mai, le deuxième Congrès s'était fixé pour objectif d'obtenir un groupe parlementaire à l'occasion de ce scrutin et avait en même temps décidé de la candidature de son Secrétaire Général, Landing SAVANE, à la Présidence de la République en perspective de l'élection présidentielle de Février 2000.

Il faut rappeler qu'après une première participation, symbolique mais de portée historique, à la présidentielle de 1988, le candidat de AND-JËF et du **Rassemblement Bokk Yaakaar** s'était classé 3ème, après DIOUF et WADE, en 1993, et que le Parti avait fait une percée remarquable aux élections locales de Novembre 1996. Cependant, nous n'avions pas su élaborer un bilan critique, approfondi et scientifique de ce parcours électoral. De plus, toute l'attention requise n'avait pas été apportée à l'unité politico idéologique dans les rangs, ni à l'édification sérieuse du Parti dans ses différents compartiments. Il n'est donc pas surprenant que les résultats obtenus aux législatives de Mai 98, décevants eu regard à l'objectif visé (4 députés au lieu de 14), se classant 4e, loin derrière l'URD qui venait de scissionner du PS, aient jeté une douche froide sur l'enthousiasme des militants.

2. MISE EN OEUVRE D'UNE STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE POUR LE TRIOMPHE DE L'ALTERNANCE:

La direction du parti, heureusement, a su ressaisir très vite : en effet, elle considéra que, malgré les fraudes, la corruption et l'intimidation, le parti de Diouf ne totalise que 51 % des voix contre 49 % à l'opposition réunie. Partant de ce constat et de la forte aspiration au changement exprimée par de très vastes secteurs du peuple sénégalais, Landing SAVANE, Secrétaire Général de And-Jëf/PADS, lança quelques jours seulement après la proclamation des résultats des législatives, le concept de **Grande Alliance Nationale pour l'Alternance**.

Cette idée, à défaut de se matérialiser sous la forme d'un Groupe Parlementaire unique de l'opposition à l'Assemblée Nationale, déboucha sur la constitution des deux groupes Alliance des Forces pour le Changement et l'Alternance (AFCA) et le Bloc Républicain pour le Changement (BRC) coordonnés à travers un inter-groupe AFCA-BRC.

Sur la même lancée, les Secrétaires Généraux de AND-JËF/PADS, du PIT et de la LD/MPT prirent l'initiative de mettre en place **Le Pôle de Gauche**.

En l'absence d'un accord sur une candidature unique de l'opposition face au candidat du PS à l'élection présidentielle de Février 2000, prônée par ANDJËF/PADS, la Coalition Alternance 2000, regroupant les Partis du Pôle de Gauche et le POS, commença à mobiliser les troupes -au- tour de la candidature commune de Me Abdoulaye WADE. Pendant plus d'un an, en l'absence de ce dernier resté en France, les dirigeants du Pôle

de Gauche ont eu à prendre la tête des actions et initiatives sur le terrain pour organiser et fortifier l'adhésion autour du candidat de la CA 2000. L'unité d'action de toute l'opposition allait, quant à elle, se concrétiser à travers **le Front pour la Transparence et la Régularité des Elections (FRTE)** qui mena des batailles décisives pour la mobilisation des masses et surtout pour la fiabilisation du fichier électoral, des cartes d'électeurs, des bureaux de vote, en un mot, de l'ensemble du processus électoral. Et pour couronner le tout, au lendemain du premier tour du 27 Février et à la veille du second tour du 19 Mars, l'opposition unie derrière le candidat le mieux placé, Me Abdoulaye WADE, mit sur pied le **Front pour l'Alternance (FAL)** qui porta l'estocade finale au régime de DIOUF.

L'Histoire établira un jour de façon exhaustive et incontestable le rôle de premier plan joué par AND-JËF/PADS, ses dirigeants, ses militants notamment ses jeunes, et même sa permanence nationale, à chacune de ces étapes décisives qui ont mené au triomphe historique de l'alternance le 19 MARS 2000, et plus globalement leur rôle et leur place dans la longue marche du peuple sénégalais vers la démocratie, le progrès et la justice. Notre rôle et notre contribution ont été assurément des plus déterminants dans l'avènement de notre victoire commune.

Cette première alternance politique, survenue de façon démocratique et pacifique dans notre pays, a été rendue possible grâce à la conjonction de plusieurs facteurs:

1. la soif immense de changement exprimée par l'écrasante majorité du peuple sénégalais, après quarante ans de règne quasiment sans partage de l'UPS- PS;
2. la crise et les scissions intervenues dans les rangs du Parti au pouvoir et son affaiblissement subséquent, avec la naissance et le développement dans ses flancs de l'URD puis de l'AFP;
3. la grande unité de l'opposition politique, le rapprochement entre les fronts politique et social, les uns et les autres ayant tiré la leçon de déboires en série nés de la longue dispersion des forces démocratiques combattantes;
4. l'existence d'un cadre juridique et institutionnel démocratique, marqué par la présence de l'Observatoire National des Elections (ONEL) et assurant pour l'essentiel la fiabilité du processus électoral, conquise de haute lutte, après plusieurs assauts répétés destinés à corriger progressivement les principales failles du système électoral;
5. la mobilisation et la détermination des masses populaires, en particulier des jeunes et des femmes, décidées à garantir et à défendre, dans les lieux de vote comme dans la rue, la vérité des urnes contre toutes les velléités de tripotage ou de manipulation;
6. le dynamisme d'une société civile organisée et acquise à la cause de la démocratie, du pluralisme, de la transparence et des libertés citoyennes, en particulier l'existence de médias diversifiés, actifs sur le terrain, jouant un rôle irremplaçable dans l'émergence et l'affirmation d'une opinion publique informée et d'une conscience citoyenne exigeante;
7. l'évolution des mentalités et des comportements au sein des autorités et agents de l'administration publique et du commandement territorial, marquée par plus d'autonomie, de responsabilité et de neutralité républicaine non partisane;
8. l'intelligence politique dont a su faire preuve le principal dirigeant et candidat du Parti au pouvoir, ayant pris conscience du rapport de forces et de sa responsabilité première dans un éventuel affrontement ou bain de sang, lourd de périls pour la nation sénégalaise, préjudiciable à sa sortie par la grande porte et à son image dans l'histoire;
9. un environnement international marqué par le souci du néolibéralisme de promouvoir la bonne gouvernance à travers le modèle de la démocratie bourgeoise, et par, dans ce contexte, la politique de non intervention de la France, ancienne puissance colonisatrice, placée dans une situation de mutations relatives (« ni ingérence, ni indifférence») et de gouvernement de cohabitation gauche/droite.

II TROIS ANS APRES L'ALTERNANCE, DES DEFIS MAJEURS A RELEVER

2.1. Le 19 MARS 2000, UNE AVANCEE HISTORIQUE:

L'alternance survenue le 19 Mars 2000 au Sénégal a été le couronnement d'un formidable élan d'alliance politique et de mobilisation populaire autour de la candidature commune de Me Abdoulaye WADE pour le FOLLI et le changement. Le peuple sénégalais sanctionnant ainsi quarante ans de règne quasiment sans partage d'un seul parti, qui avait fini par installer le pays dans une paupérisation galopante, une impasse sociale, une perte généralisée de confiance et d'espoir. Les masses populaires, qui voulaient le changement, exigeaient l'unité de l'opposition pour y parvenir. Dans ce contexte, la victoire du 19 Mars constituait une avancée de portée historique pour notre démocratie et pour notre peuple tout entier. Les populations des villes et des campagnes avaient ainsi investi le champ du suffrage universel, de la politique et de la citoyenneté active, avec un espoir et des attentes immenses, qu'il appartenait au pouvoir issu de l'alternance de porter et de concrétiser.

Le 19 mars balisait les avenues grandes ouvertes d'une possible renaissance nationale, d'une authentique rénovation politique, économique, sociale et culturelle.

Fondamentalement, ce qui s'est passé au Sénégal les 27 février et 19 mars 2000, relève d'une dynamique de révolution républicaine démocratique, menée par un large front à composantes politique et sociale. Au cœur de cette dynamique, une double exigence: exigence d'une véritable république démocratique, affranchie du présidentielisme néocolonial déprédateur et patrimonial, exigence d'une démocratie sociale, plaçant au premier rang de ses préoccupations et de sa démarche, la satisfaction des revendications populaires, la confiance aux masses et leur mobilisation consciente pour la réalisation des transformations politiques, économiques, sociales et culturelles majeures, rendues désormais moins utopiques depuis la victoire du 19 mars.

La gauche, au sein du camp de l'alternance, avait surtout la lourde responsabilité historique d'être le dépositaire et le garant vigilant de cette double exigence.

2. 2. L'ALTERNANCE, TROIS ANS APRES

Trois ans après le 19 Mars 2000, malgré des contraintes intérieures et extérieures défavorables, des réalisations certaines ont pu être enregistrées, notamment l'affirmation de l'option panafricaniste pour le développement intégré et l'unité politique du continent, la promotion d'un sport qui gagne, la dissolution du Sénat, l'appui au monde rural en intrants et en vivres, la prise en charge de certains droits et revendications des travailleurs, des jeunes, des femmes, des étudiants, des handicapés et des petits enfants (reprise des licenciés de la SENELEC et de l'IPRES, recrutements et titularisations dans la Fonction Publique, augmentation relative des salaires dans le Public et dans le Privé, retraite à 60 ans, bourses et aides aux étudiants, encadrement et crédits, constitutionnalisation de certains droits des femmes, cases des tout-petits, etc.), la promotion de l'hygiène, de la prévention et de la salubrité, la stimulation de l'investissement et de la création d'emplois, l'émergence d'une capacité citoyenne active et exigeante.

Cependant, les réalisations enregistrées demeurent certainement insuffisantes au regard de l'immensité des attentes populaires et de l'ampleur des tâches qui se dressent encore devant nous, d'autant que, dans le même temps, l'action du nouveau pouvoir laisse apparaître un certain nombre de faiblesses. Parmi ces faiblesses et limites, on peut citer le non règlement à ce jour de la crise en Casamance, l'érosion du pouvoir d'achat des populations urbaines et rurales, les errements des campagnes de commercialisation dans la filière arachidière, le traitement inachevé et sélectivement partisan des dossiers d'audits, la concentration excessive du pouvoir au sein de la Présidence de la République, l'extension des cumuls de mandats ou de fonctions, la non élucidation de l'assassinat de Maître Babacar SEYE et de la mort de l'étudiant Balla GAYE, les hésitations concernant la

réouverture du procès du Président Mamadou DIA, le manque de promotion de comportements nouveaux dans la lutte contre l'indiscipline, l'irresponsabilité et l'impunité. Sous ce rapport, la catastrophe du bateau « Le JOOLA », les intempéries de Janvier 2002 et les retards pluviométriques durant l'hivernage de cette même année illustrent éloquemment la somme des efforts à fournir encore pour la construction d'un Sénégal nouveau et émergent.

Des contraintes réelles n'ont pas manqué d'entraver les efforts du nouveau pouvoir; on peut citer le lourd héritage du PS dont l'inventaire exhaustif reste encore à faire aux plans économique, social, politique et culturel mais aussi et surtout au plan des valeurs, marqué par l'hégémonie du néolibéralisme mondialisé, les rapports inégaux et injustes entre les pays du Nord et pays du Sud, dont l'Afrique largement marginalisée.

Dans ce contexte, malgré des pas en avant méritoires, l'alternance tarde encore à répondre, pour l'essentiel, aux attentes des Sénégalaises et Sénégalais. Pour ce qui touche aux préoccupations fondamentales de l'écrasante majorité du peuple, c'est-à-dire le changement significatif du vécu quotidien, l'alternance se décline encore en termes de promesses : promesses d'emplois, d'augmentation du pouvoir d'achat, de développement économique et social, de sécurité et de qualité de vie meilleure. La volonté, les idées et les projets ne font pas défaut, ce qui manque le plus, c'est une vision d'ensemble cohérente, des stratégies claires et partagées de mise en œuvre. Cette insuffisance là, est de la responsabilité du nouveau pouvoir, et le retard enregistré n'est que trop grand. Il est vrai que la relative instabilité institutionnelle qui a caractérisée les premières périodes de l'alternance, par exemple trois (3) Premiers Ministres en moins de trois ans ou six (3) Ministres de la Culture en 30 mois, sans oublier le saucissonnage de certains départements ministériels, tout cela n'a guère favorisé la définition rapide et la conduite diligente de politiques cohérentes et durables.

Les difficultés existent donc, il faut le reconnaître, et surtout y faire face vigoureusement, en misant avant tout sur la participation et la mobilisation populaires, grâce à une politique de communication proactive et interactive, centrée sur la visibilité des réalisations concrètes, le langage de la vérité et la pédagogie de l'exemple. Certes, l'arène politique ne saurait s'accommoder d'un quelconque fatalisme de la défaite ni de la victoire, encore moins d'acquis définitifs à jamais. Cependant notre conviction profonde est que le peuple sénégalais n'a pas les yeux tournés vers le passé ni vers une quelconque restauration de l'ancien ordre politique. Il exige plutôt de nous de relever les défis, d'aller de l'avant et de construire les alternatives salvatrices, pour l'approfondissement de l'alternance et la concrétisation intégrale de ses attentes légitimes.

2.3. LES DEFIS DE L'ALTERNANCE

Les défis qui interpellent présentement l'alternance pourraient se résumer dans cette triptyque: **une gouvernance de rupture, une vie sociale meilleure, une citoyenneté responsable.** Nous concevons ces défis à relever comme une plateforme politique d'approfondissement de l'alternance.

2.3.1. Promouvoir une gouvernance de rupture d'avec les pratiques de l'ancien régime:

L'ancien régime, c'était l'incarnation de l'accaparement, du clientélisme, de la gabegie, de l'opacité, de la corruption, des détournements, du laxisme et de l'impunité, du griotisme et de la médiocrité, de la folklorisation de la politique et de l'arrogance des dirigeants vis à vis du peuple.

Promouvoir une gouvernance de rupture d'avec ces pratiques là est une condition incontournable pour tout développement endogène et durable de notre pays.

A cet effet, il faut renforcer et enraciner les principes de la République une, démocratique et laïque, en garantissant non seulement la séparation des pouvoirs, mais aussi la faculté pour chaque pouvoir d'exercer la plénitude de ses attributions et prérogatives. La transparence et l'éthique dans la gestion des affaires du pays, le parachèvement de la fiabilisation du processus électoral, la justice égale pour tous, la déclaration obligatoire de patrimoine, le contrôle et la sanction positive comme négative, la participation, la proximité et la nécessité de rendre compte doivent être des réalités de plus en plus tangibles aux yeux du commun des citoyens.

Dans le même temps, l'administration veillera à être toujours mieux au service des citoyens, de la démocratie pluraliste et du développement solidaire par l'accessibilité et le traitement équitable pour tous. Dans le même cadre, il faut assurer le redéploiement des ressources vers les fonctions et secteurs prioritaires de service public (éducation, santé, agriculture), stimuler la motivation et la valorisation de l'expertise nationale à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, assurer la promotion de nos langues nationales et de notre diversité culturelle, le rééquilibrage des ressources humaines, matérielles et financières en faveur des régions, la promotion à tous les niveaux de l'état d'une gestion économe, efficace, efficiente et équitable des ressources de la nation.

En un mot, il s'agit de rompre avec les visions, les pratiques, les politiques, les méthodes et le style de l'ancien régime.

2.3.2. Assurer aux sénégalaises et aux sénégalais une vie sociale meilleure:

L'alternance trouve son fondement dans l'aspiration imprescriptible des populations à vivre mieux et dignement. Si le pouvoir qui en est issu n'arrive pas rapidement à progresser de façon plus significative encore dans le sens de l'élévation du pouvoir d'achat des populations urbaines et rurales, de la croissance économique et de la création d'emplois, de l'amélioration de l'accès à la santé, à l'éducation, à l'eau, à la terre, aux intrants agricoles, au crédit, à l'électricité, au téléphone, au transport, à la sécurité, au logement, à l'assainissement, à la salubrité, à la culture, au sport et aux loisirs sains, alors ce pouvoir là ne manquera pas d'être à son tour sanctionné par les citoyens électeurs.

Certes, tout n'est pas possible tout de suite et il faut beaucoup de travail, de patience et de sacrifices partagés, mais il appartient au pouvoir de l'alternance de donner, ici et maintenant, des signaux forts, de définir des objectifs concrets et des stratégies claires en vue de réaliser des avancées décisives dans ces différents domaines, en intégrant la possibilité de renégocier, si besoin est, certains accords passés avec les institutions financières internationales, pour une meilleure prise en compte des points de vue et des intérêts nationaux. Dans ce cadre, la restauration rapide de la paix en Casamance, l'élargissement de l'accès à l'éducation et à la santé et, le relèvement de leur qualité de service, l'élimination de l'analphabétisme, la promotion de l'emploi public et privé, la modernisation de l'agriculture paysanne et plus généralement, une stratégie de développement rural articulé correctement au développement de l'élevage, de la pêche, de l'industrie et de l'artisanat, la création et la redistribution de richesses, en faveur notamment des plus démunis, constituent autant d'impératifs prioritaires pour un redressement économique et social véritable.

2.3.3.- Œuvrer au changement durable des mentalités et des comportements pour une citoyenneté responsable:

Le naufrage du bateau « **le JOOLA** » le 26 Septembre 2002 sonne comme un révélateur et un avertissement tragiques: révélateur d'un processus cumulatif de dysfonctionnements, d'irresponsabilité, de laxisme et d'impunité, des décennies durant. Le sursaut du 19 Mars 2000 traduisait justement la volonté de tout un peuple de mettre un terme à ces impasses et à ces travers, porteurs de dangers graves pour le progrès

économique, politique, social et culturel de notre pays. Un révélateur, mais aussi un avertissement car, si nous ne tirons pas les bonnes leçons de cette tragédie, si nous ne posons pas les bons actes, si les élites politiques continuent d'être en retard sur le peuple et de demeurer sourdes aux messages de rupture envoyés par le mouvement du 19 Mars, alors nous courons irrémédiablement le risque de sombrer dans de nouveaux cataclysmes.

Tirer les bonnes leçons, poser les bons actes, du sommet à la base de la pyramide sociale. Et surtout, éviter que notre examen de conscience et notre propre remise en cause pratique ne soient qu'un feu de paille, qui dure le temps d'une émotion avant de nous replonger dans nos mauvaises habitudes bien sénégalaises. C'est pourquoi, pour promouvoir durablement une nouvelle culture de la responsabilité et de l'autorité, pour ancrer des valeurs, des mentalités et des comportements nouveaux, il apparaît tout à la fois opportun et urgent de nourrir un débat large, profond et concerté sur les exigences de transformation et de redressement, politique, moral, culturel et civique qui interpellent l'Etat, les Institutions de la République, les partis politiques, les organisations de la société civile, les médias, les leaders d'opinion, les artistes, les citoyens, en un mot; tous les acteurs de la vie économique, politique, sociale et culturelle de notre pays.

Pour rendre un tel débat crédible, l'état doit lui-même donner le bon exemple à tous les niveaux, et concomitamment mettre en œuvre toutes les mesures diligentes, destinées à changer le vécu quotidien des populations, notamment en matière de sécurité, de transport, d'environnement et de qualité de vie.

Dans cette perspective, le Service Civique National pourra utilement être mis à contribution mais, dans une approche plus globale susceptible d'impliquer l'ensemble des acteurs, une initiative pourra être lancée pour la mise en place d'une **Coalition Nationale pour une Citoyenneté Active et Responsable**.

2.5. AND-JËF/PADS A L'EPREUVE DU GOUVERNEMENT DE L'ALTERNANCE:

Sous le régime de DIOUF, AND-JËF a eu pour position constante de refuser toute offre de participation à un gouvernement, convaincu qu'il n'existait pas de solutions pour le Sénégal autour de DIOUF et de ses politiques.

Après le triomphe de l'alternance, AND-JËF/PADS décida, pour la première fois de son histoire, de prendre part à la gestion des affaires publiques au sein du nouveau pouvoir. N'était-il pas possible d'agir autrement, par exemple de garder sa liberté totale d'appréciation et d'action en se plaçant en dehors du gouvernement, tout en restant dans le camp de l'alternance et en apportant de soutiens critiques au nouveau pouvoir ? Une telle attitude aurait été difficilement compréhensible et aurait été certainement été perçue par l'opinion publique comme inconséquente et incohérente, au regard du rôle de And-Jëf dans l'avènement de l'alternance. S'y ajoute que, dans ce nouveau contexte, l'expérience de la gestion des affaires devenait incontournable pour la crédibilité de toute force politique majeure, ambitionnant de diriger un jour le Sénégal.

Pour réaffirmer son autonomie au sein du camp de l'alternance et poser l'exigence de son redressement dans un sens plus conforme aux attentes populaires, And-Jëf choisit de se présenter (« **SIGGIL ALTERNANCE AK LANDING SAVANE** ») aux élections législatives d'Avril 2001. Pour les élections régionales, municipales et rurales de Mai 2002, le parti adopte une tactique double avec des listes autonomes dans certaines localités et des listes CAP 21 (majorité présidentielle) dans d'autres, ce qui traduisait ses hésitations et difficultés en même temps que les aspérités et les divergences dans la gestion de l'alliance avec le Pds.

Après plus de trois ans de participation de AND-JËF à la gestion des affaires, le sentiment général, malgré les acquis notés dans un certain nombre de domaines, reste plutôt mitigé et laisse fuser plusieurs questions: il est clair que AND-JËF n'a pas le pouvoir et occupe une position plus que minoritaire dans le gouvernement, mais pourquoi, au regard de l'importance de son rôle dans l'avènement de l'alternance et de la considération ou du respect du Président de la République à l'égard de AND-JËF et de ses dirigeants, pourquoi ce parti n'est pas parvenu à peser de façon plus déterminante sur les choix et décisions du pouvoir dans le sens de la concrétisation efficace des attentes populaires?

Comment a-t-il pu accepter, dans ce contexte, de laisser rogner progressivement ses positions dans les gouvernements successifs de l'alternance, au risque d'une fragilisation et perte d'influence? Pourquoi, dans ce sens, les Partis du Pôle de Gauche, AND JEF, LD et PIT, ont-ils préféré jouer leur partition en solo face au PDS, au lieu de consolider une alliance stratégique pourtant inscrite dans la logique de leur conduite politique à la veille de l'alternance?

Si AND-JËF/PADS avait certainement raison de ne pas pousser à une rupture prématurée et politiquement inopportune du camp de l'alternance, à l'occasion du référendum du 07 janvier 2001 destiné à l'adoption de la nouvelle constitution qui maintenait intact dans son essence le système présidentieliste, n'inaugurerait-il pas ainsi une logique de concessions porteuses, à terme, de danger d'involution même de la dynamique d'alternance? Si dans le gouvernement de transition post alternance, gouvernement de coalition, il pouvait être concevable pour AND JEF / PADS d'y faire siéger en même temps son Secrétaire Général et son Secrétaire Général Adjoint, malgré des inconvénients évidents pour la gestion interne du Parti, ne se pose t-il pas la pertinence d'avoir maintenu le même dispositif dans le gouvernement de majorité PDS post législatives 2001, d'autant que la constitution de ce gouvernement s'attaquait déjà ouvertement aux «positions fortes» jusque là attribuées à AND JEF?

Si AND-JËF/PADS ne s'est visiblement pas enrichi, ni individuellement ni collectivement, à travers sa participation du pouvoir - ce qui n'était d'ailleurs pas un de ses objectifs contrairement à des pratiques généralement bien répandues - jusqu'à quel point peut-on dire que les Ministres AND-JËF ont apporté une touche distinctive dans 'le comportement de Ministre et dans la gestion de leurs propres ministères?

Quelle image renvoient-ils aux populations et, dans les limites de leurs attributions et prérogatives, quel est le bilan précis de leurs réalisations à la tête de leurs ministères? S'il est vrai que les charges ministérielles sont extrêmement pesantes, surtout pour une première expérience, n'en a-t-il pas découlé quelque part une négligence du Parti et de militants, aggravée par un manque chronique de, système de communication interne et externe?

Avec l'alternance, AND-**JËF** est-il devenu un Parti semblable à tous les autres, a-t-il perdu ses valeurs, son âme critique et révolutionnaire dans son passage de l'opposition au pouvoir? Ou bien est-il en train de s'adapter au contexte et aux mutations en cours avec toutes les difficultés subséquentes, écartelé entre un allié peu commode et peu enclin à la gestion concertée d'une part, une culture militante fortement contestataire : et des urgences populaires légitimement exigeantes, d'autre part?

Dans le même ordre d'idées, AND-JEF/PADS ne doit-il pas sortir du gouvernement pour ne plus apparaître comme un complice des défaillances de l'alternance et un otage dépourvu de perspectives et d'ambitions propres, ou bien doit-il redéfinir les conditions et modalités de poursuite de sa participation au sein de la majorité présidentielle? Il nous appartient de répondre collectivement à ces questions avec maturité certes, mais sans complaisance.

Si la participation à la gestion des affaires du pays permet incontestablement à AND-JËF d'acquérir une meilleure connaissance de l'Etat, de ses rouages et de son fonctionnement, une meilleure maîtrise des réalités sénégalaises aux plans institutionnel, politique, économique, social et culturel, une meilleure connaissance des sénégalais eux-mêmes, de leur rapport au pouvoir et à ceux qui l'exercent, si elle favorise des avancées ou réalisations limitées dans un certain nombre de domaines, si elle facilite l'implantation et l'élargissement du Parti dans un certain nombre de secteurs, il n'en demeure pas moins vrai que cette expérience révèle plusieurs faiblesses: manque de préparation à l'exercice effectif du pouvoir ou de parcelles de pouvoir, mauvaise articulation judicieuse entre la gestion des affaires de l'Etat et la vie du parti, insuffisante visibilité du parti, manque de lisibilité de sa conduite politique, affaiblissement de la cohésion interne dans les rangs du Parti, faible capacité de peser de façon décisive sur les visions, choix et mesures, dans le sens des intérêts fondamentaux des masses. Il s'agit là, à n'en pas douter, d'une expérience fort instructive: les leçons apprises devraient nous aider à capitaliser les acquis, à corriger en profondeur les erreurs, afin de fixer de nouveaux horizons à notre combat, dans les conditions les plus favorables possibles au parti et au peuple, et avec la claire conscience qu'il ne s'agit pas seulement de conquérir le pouvoir, mais de l'exercer durablement au service des masses et avec leur participation pleine et entière.

III QUELLES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT POUR LE SENEGAL?

3. LE CONTEXTE INTERNATIONAL

La mondialisation incarne de nos jours la domination unipolaire de l'impérialisme sur le monde, sous l'égide de la puissance américaine et du néo libéralisme. Dans ce cadre, la toute puissance du capital financier, le règne de la bourse, de la spéculation et des mafias de toutes sortes, la globalisation du marché et de l'exploitation, la concentration prodigieuse de la richesse entre les mains d'une poignée d'individus, de familles et de firmes et l'extension concomitante du chômage, de la pauvreté et des exclusions, constituent autant de réalités qui font de notre monde une jungle planétaire où la raison du plus fort est toujours la meilleure. A y regarder de près, d'ailleurs, le néolibéralisme mondialisé est un libéralisme bancal et sélectif: il veut bien admettre la « libre circulation » des capitaux et des marchandises, mais point celle des personnes (Cf. les politiques anti immigration); il prône la compétitivité, la concurrence, le « libre jeu du marché », mais subventionne grassement les agriculteurs du Nord, au détriment des paysans pauvres du Sud (plus d'un milliard de dollars US de subvention accordés par jour aux agriculteurs des pays riches de l'OCDE).

La mondialisation est, de ce fait, loin de renvoyer à cette image de « village planétaire » fait d'harmonie, qu'on a tant vanté. Elle s'accompagne tout au contraire d'une exclusion extraordinaire aussi bien dans le Nord, qu'entre le Nord et le Sud en défaveur des masses populaires, des jeunes, des femmes et des travailleurs. Le paradoxe est là.

Le désespoir ne s'est jamais développé autant qu'actuellement, à un moment où pourtant, l'on voit toutes les possibilités que la révolution informatique, technologique et génétique offre à l'humanité toute entière. La rencontre de Durban et les controverses qu'elle a suscitées, les différents sommets portant sur le déficit social, la pauvreté, la dette, l'écologie ou encore les rencontres sur les femmes, la jeunesse, l'emploi et le travail, les forums de Porto Alegre, etc..., expriment la volonté du Sud, des catégories marginalisées et des travailleurs de ne plus être les éternels laissés pour compte de la mondialisation en faveur des riches. C'est cela le sens profond du combat mené par le mouvement alter mondialiste et de toutes les luttes contre cette mondialisation néo libérale, pour reconstituer une nouvelle capacité politique, crédible et durable.

Depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center, la lutte contre le terrorisme international est devenue la bannière commode à l'ombre de laquelle les ténors du courant néo conservateur américain, unilatéraliste et belliciste, tentent frénétiquement de reconfigurer le paysage géostratégique mondial.

L'impérialisme, l'actualité le démontre encore une fois, c'est la guerre. Plus de mille milliards de dollars US sont consacrés chaque année aux dépenses d'armement dans le monde, dont plus de la moitié pour les seuls Etats Unis d'Amérique. Les bombardements et l'occupation de l'Afghanistan naguère, de l'Irak aujourd'hui et peut être demain de l'Iran, de la Somalie voire de la Corée du Nord, constituent une voie sans issue: la politique d'hégémonie et d'agression ne pourra jamais résoudre les graves problèmes posés par les rapports injustes, inégalitaires sources d'oppression, d'exploitation, d'exclusion, de marginalisation mais aussi de révoltes, charriées par la mondialisation capitaliste néo libérale.

Nous sommes profondément et radicalement humanistes, c'est dire en quelle estime nous tenons la vie de l'homme, de tous les hommes. C'est pourquoi faut-il le préciser, la condamnation du terrorisme, laquelle ne souffre d'aucune équivoque de notre part, ne saurait être conséquente tant qu'elle n'inclut pas tous les terrorismes, notamment le terrorisme d'Etat du gouvernement israélien contre le peuple palestinien et ses dirigeants qui mènent une juste lutte de libération nationale pour le droit à l'existence, à la dignité, à la terre, à l'indépendance et au développement.

Force est de reconnaître au plan global la faiblesse et le reflux -relatifs du mouvement populaire et révolutionnaire mondial, malgré les avancées réalisées dans certaines parties du monde et l'affirmation du mouvement alter-mondialisation, quelles que soient par ailleurs ses limites intrinsèques. Il faut donc tenir compte de cet état des rapports de force au niveau mondial, œuvrer à briser la bipolarisation mettant face à face l'intégrisme du marché et l'intégrisme religieux, construire patiemment de nouvelles solidarités internationalistes et de nouvelles tribunes d'échange, de réflexion et de coopération.

Dans ce cadre, il ne faudra pas sous-estimer la concurrence farouche ni l'impact négatif des récents scandales financiers et autres faillites d'entreprises géantes telles ENRON, VIVENDI UNIVERSAL, WORLDCOM, TIME WARNER, UNITED AIRLINES etc, sur les errements de la bourse et sur l'évolution de la **global economy**, ni négliger les rivalités et contradictions entre les USA, l'Europe, la Russie, le Japon et la Chine aux plans économique, politique et militaire, autant de réserves indirectes dont le mouvement populaire international en reconstruction doit pouvoir tirer le plus grand profit.

2. 2 LE CONTEXTE AFRICAIN

Dans ce contexte se pose de façon assez particulière le devenir des pays du Sud, en particulier celui de l'Afrique. Récemment la situation de l'Afrique a connu un certain changement puisqu'il a été décidé de substituer l'Union Africaine à l'OUA. Après de multiples tentatives de s'unifier au plan sous-régional, que ce soit en Afrique de l'Ouest ou en Afrique Centrale et Australe, le continent semble vouloir parler d'une même voix en se dotant de cette Union Africaine au plan politique, et du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NOPADA/NEPAD) au plan économique. Mais déjà plusieurs problèmes se posent qui sont autant de défis. Ces différents projets n'ont pas été discutés suffisamment à la base et dans les différents pays ou régions, pour effectivement prendre en compte le bilan de toutes les expériences antérieures d'unification et d'intégration. Ce sont des pas importants certes, surtout si l'on considère en particulier qu'au plan régional aussi, il y a eu des avancées, mais il faudra encore penser et agir autrement et mieux, si nous voulons réellement promouvoir les intérêts des masses africaines, à partir de leur propre mobilisation et participation.

Le passage de l'UMOA à l'UEMOA montre les limites de la seule unification monétaire au plan sous-régional et l'exigence de l'unification économique globale. Un certain nombre de règles ont été mises en avant, qui posent la nécessité d'harmoniser le marché dans les différents pays de la sous-région, et soulèvent l'équation des entraves au relèvement global des taux de croissance, à la mise en place des infrastructures susceptibles de servir à l'ensemble de ces pays, notamment en amont du système de production dans les domaines du transport, de l'électrification, des télécommunications, etc. Des règles pour

le commerce sont également mises en œuvre qui devraient permettre d'approfondir les relations Sud/Sud, de faire face au déficit chronique de la balance des paiements et de régler les contradictions entre les pays côtiers et les pays de l'intérieur, et tant d'autres contradictions qui ont entravé la croissance et le développement dans la sous-région.

Cependant, les difficultés des mouvements de libération nationale après leurs victoires au Zimbabwe, en Afrique du sud, en Namibie ou plus proche de nous, en Guinée Bissau, la persistance de la crise en République Démocratique du Congo et dans les pays des Grands Lacs, les changements politiques intervenus au Mali, au Nigéria, au Kenya et en République Centre Africaine, les graves dérives et rébellions armées en Côte d'Ivoire ainsi que l'expérience post alternance au Sénégal, doivent nous inciter à réfléchir davantage sur la conquête et l'exercice du pouvoir: quel type d'Etat et quelle gouvernance promouvoir? Quelles solutions aux problèmes des masses populaires?

Quels rapports avec l'environnement international? Il est question, pour toutes les forces progressistes en Afrique, de promouvoir solidairement un" nouveau panafricanisme populaire et émancipateur, de faire barrage à la montée des chauvinismes, d'exiger collectivement l'annulation de la dette, de s'opposer à l'utilisation de l'Afrique comme dépotoir des industries polluantes et à la destruction de son environnement naturel, de refuser la transformation du continent comme plaque tournante dans les filières mondiales de la criminalité, du blanchiment de l'argent sale, l'Afrique demeure, par l'effort interne de ses propres fils et filles, de constituer une capacité, une réalité politique et économique viable, afin d'affirmer son identité et sa place dans le concert des nations du monde.

3. 3 EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL

3.3.1 AVANT L'ALTERNANCE

Entre les années « 60 » et « 80 », la situation économique et sociale du Sénégal a évolué avec des périodes de croissance et des phases de récession. Cette évolution est tributaire en grande partie de l'instabilité de la production agricole et de la fluctuation des prix des produits d'exportation (arachide, phosphate, coton ...). La recherche de solutions aux crises structurelles aboutit à l'élaboration de programmes de développement dont la conséquence a été l'augmentation des charges publiques à la fin des années « 70 ».

La décennie «70-80» est caractéristique de l'évolution de l'économie sénégalaise, car elle est marquée par la longue période de sécheresse, le renchérissement du prix du baril de pétrole et la baisse des principaux produits d'exportation. Il en résulte un déséquilibre structurel caractérisé par un Produit Intérieur Brut (PIB) de 2,1 %; un Taux d'Accroissement Naturel (TAN) de 2,7 % par an; la baisse du taux d'investissement à environ 15 % (quinze), un important déficit budgétaire alourdi par une masse salariale de plus de 50 % du budget; une balance commerciale déficitaire de 125 milliards de francs CFA au début des années « 80 » et un taux d'inflation élevé.

La stratégie de développement élaborée à partir de 1979 engage le Sénégal dans une longue phase d'ajustement structurel de son économie que l'on peut subdiviser en trois (03) grandes étapes:

- La période des programmes de stabilisation à court terme (PSCT) (1979-1984) : Il s'agissait de bâtir entre 1979 et 1980 un Plan d'Urgence d'Equilibre de la situation économique et sociale du Sénégal. Puis, de 1980 à 1984, la mise en place d'un plan de redressement économique et financier dont l'objectif est d'éliminer à moyen terme le déficit budgétaire par la réduction des dépenses publiques (masse salariale) et de relancer les investissements en dégageant une épargne consistante. Mais les résultats étaient en-deçà des attentes avec un PIB qui n'augmente que de 1,6 % par an face à un accroissement démographique annuel d'environ 2,7 %.

- La fin de cette période ouvre la voie aux Programmes d'Ajustement à Moyen et Long

Termes (PAMLT - 1985-1991) caractérisée par l'adoption de Nouvelles Politiques dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie et qui s'expriment sous forme de désengagement de l'Etat des différents secteurs stratégiques de l'économie nationale (Agriculture, Industrie, Transports, Télécommunications). L'Etat" procède aussi à des restrictions budgétaires.

Cette nouvelle approche est symbolisée par le concept devenu célèbre de: «Moins d'Etat, Mieux d'Etat» et qui a permis de relancer l'activité économique entre 1985 et 1991 avec un accroissement de 2,9 % contre une croissance démographique égale à 2,7 % et un solde budgétaire qui évolue de 05,79 en % en 1985-86 à 0 1,1 % en 1990-91. La masse salariale de la fonction publique passe de plus de 50 % du budget à 41 %.

- Cependant, cette courte période de croissance est brusquement interrompue en 1992 par une situation financière catastrophique qui accroît le déficit financier à 3 % du Produit Intérieur Brut (PIS). Ainsi, de 1992 à 1993, l'économie sénégalaise : subit une baisse des productions céréalières et industrielles, augmentant du coup, la dépendance du pays vis-à-vis des marchés extérieurs. Pour y remédier, l'Etat applique la thérapeutique récurrente du FMI et de la Banque Mondiale:
- réduction de la masse salariale dans les secteurs publics et parapublics
- augmentation des impôts et taxes

Malgré la mise en œuvre, dans ce cadre, du « plan d'urgence Sakho-Loum », les résultats mitigés et la non compétitivité des produits de l'économie sénégalaise participent alors à la dévaluation du franc CFA intervenue le 30 janvier 1994.

L'Etat sénégalais doit élaborer un nouveau programme à partir de cette période qui s'étale sur six (06) ans (1994-2000) et qui vise:

- a. L'amélioration de la compétitivité de l'économie sénégalaise dont le taux de croissance annuelle devrait passer de 2,9 % à 4 ou 5 %.
- b. La limitation, puis la réduction du déficit budgétaire.

Le Programme de Développement Social évolue au rythme de l'économie sénégalaise :

1. Le secteur de la santé subit la baisse des taux d'allocations ordinaires du budget (environ 5 %) dont les conséquences ont été: la réduction, voire l'arrêt du recrutement du personnel, les difficultés réelles de mise en place et d'équipements des différents types de structures (cases, postes, centres de santé et hôpitaux) ; au point qu'en 1999, la situation était peu reluisante dans ce secteur. (Nombre d'habitants par médecin = 19.185 ; nombre d'habitants par poste de santé = 84.190).
2. Le secteur de l'emploi est moins bien loti d'autant que la politique de réduction de la masse salariale de la fonction publique occasionne un ralentissement, voire l'arrêt du recrutement. Cette situation est en contradiction avec la croissance démographique que subit ce pays à forte majorité de jeunes. C'est pourquoi, malgré les nombreuses et diverses stratégies de relance de l'emploi envisagées, le secteur privé structuré n'a permis de créer à partir de 1994 qu'une dizaine de milliers d'emplois par an jusqu'en 1997 et plus de 20.000 (vingt mille) emplois entre 1998 et 1999. Alors que le Recensement Général des Demandeurs d'Emploi (R.G.D.E.) effectué à partir de 1998 révèle: 157.063 (cent cinquante sept mille soixante trois) demandeurs d'emplois âgés de 15 ans et plus (soit 63,6 % d'hommes et 36,4 % de femmes).

D'une manière générale, au 31 Décembre 1999, la situation économique et sociale du Sénégal présentait un taux de croissance annuelle de 5 % ; un PIS de 17,6 % dans le secteur primaire, 20,6 % dans le secondaire, 51,5 % dans le tertiaire et 10,3 % dans les services non-marchands. Les exportations s'élevaient à 816,4 millions de dollars contre 1.607,5 millions de dollars pour les importations.

A la veille de l'alternance, la situation économique et sociale au Sénégal, telle que décrite dans la Déclaration de Politique Générale du Premier Ministre prononcée le 20 juillet 2000 devant l'Assemblée Nationale, laissait apparaître, entre autres, les données suivantes:

- sur 1 014 247 tonnes d'arachide prévues, dont 950 000 tonnes d'huilerie, la SONACOS n'avait pu récolter que 415 607 tonnes en 1999-2000;
- les exportations de produits horticoles passaient de 12 000 tonnes dans les années 70 à quelque 7 000 tonnes;
- la pêche connaissait une stagnation depuis environ 5 ans;
- l'emploi était en chute libre: de 88 323 emplois enregistrés dans le secteur moderne en 1985, ce chiffre était tombé à 64 382 en 1997, soit une perte de plus du quart des emplois en espace de 12 ans;
- la dette extérieure du Sénégal se chiffrait à 2 646 milliards 700 millions de francs CFA, soit 3 milliards 763 millions de dollars US;
- le Trésor public avait dû décaisser plus de 12 milliards de F CFA pour venir en aide au FPE victime de débiteurs non solvables, plus de 9 milliards de F CFA et plus de 17 milliards pour combler respectivement les déficits de la SN LA POSTE et de la LONASE;
- dans le secteur de l'éducation, le Sénégal comptait 01 maître pour 59 élèves, 01 manuel de lecture pour 06 élèves et 1 de calcul pour 10 élèves, alors que le taux brut de scolarisation était l'un des plus faibles de la sous-région, le Sénégal venant derrière la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone, la Gambie, la
- Mauritanie, le Ghana, le Nigeria et le Cap Vert;
- dans le secteur de la santé, le Sénégal comptait 01 hôpital pour 515 479 habitants alors que la norme OMS est 01 hôpital pour 150 000 habitants;
- au titre de l'indice du développement humain (IDH), le Sénégal était classé 155ème sur 175 pays en l'an 2000.

3.3.2 SOUS L'ALTERNANCE

Après près de deux décennies de programmes d'ajustement structurel, le Sénégal est entré à partir de 2000 dans une période de reprise de la croissance économique. D'une manière générale, tous les secteurs entament des progrès dont les incidences immédiates ont été:

Le renforcement des capacités financières de l'Etat. Les bons résultats se sont poursuivis en 2001. C'est pourquoi le Sénégal a connu un taux de croissance de 5,6 %. La dynamique enclenchée en 2000 est confirmée et renforcée. Cette nouvelle tendance est tributaire des mutations qualitatives intervenues dans l'agriculture du fait de conditions climatiques favorables et de l'augmentation des surfaces emblavées. Toutes les spéculations agricoles ont été concernées par cette évolution qui se traduit par un taux de croissance agricole de 13,8 % (en 2001). Seules la pêche et les activités sylvicoles ont connu un léger recul lié à des situations conjoncturelles.

Le secteur secondaire a réalisé aussi des bonds qualitatifs entre 2000 et 2001 et 2001, les facteurs de la croissance dans ce secteur ont varié (huileries en 2000, bâtiments et travaux publics en 2001).

S'agissant du secteur tertiaire, à l'an 2001, il a pu réaliser un taux de croissance de 5,5%.

Cependant, tous les efforts soutenus, déployés depuis l'an 2000, sont rendu peu perceptibles par une balance commerciale accusant encore un déficit criard. Toutefois, le taux d'inflation de 3 % en 2001 est acceptable, comparé à celui des pays voisins membres de l'UEMOA.

Par rapport à l'année 2000 au cours de laquelle la balance des paiements était déficitaire de 8,5 Milliards de FCFA, un excédent de 77 milliards a été enregistré en 2001.

La situation monétaire du Sénégal en 2001 met en exergue l' «amélioration» de la position extérieure du Sénégal, la hausse du crédit intérieur et une progression de la masse monétaire.

En 2002, les prévisions en termes de croissance sont revues à la baisse, en raison de la conjoncture économique difficile.

Le secteur agricole a subi un fléchissement lié aux contraintes climatiques. Néanmoins, le recul de l'agriculture devrait être compensé par les bons résultats du secteur secondaire et, surtout, du secteur tertiaire. Il faudra s'attendre, au demeurant, à un recul de l'agriculture d'environ -20,4 % et 7,7 % pour l'élevage. Quant à la pêche, elle devrait connaître une situation bien meilleure avec une croissance de 0,7 %.

Le regain d'activités des bâtiments et travaux publics et de l'énergie devrait favoriser de bonnes performances dans le secteur secondaire.

Tandis que le secteur tertiaire devra attendre sa croissance du dynamisme des télécommunications et du commerce.

La réduction du déficit de la balance des paiements (227,4 milliards de FCFA en 2002 contre 229 milliards en 2001) devrait permettre d'alléger le soutien des exportations et des importations. Ce déficit n'intègre pas les dons possibles dont l'intégration devrait occasionner un excédent de la balance des paiements de 42 milliards de francs CFA, contre 77 milliards de francs CFA en 2001.

Dans le secteur de la santé, le Programme de Développement Intégré de la Santé (POIS) doit prendre en compte la matérialisation à moyen terme des objectifs ci après :

- Lutte contre la mortalité infantile et maternelle.
- Lutte contre les maladies endémiques et celles ciblées par le Programme Elargi de Vaccination (PEV).

La stratégie d'élargissement de la couverture sanitaire prend en compte les questions liées à l'accessibilité, la recherche, aux ressources humaines (gestion, formation, recrutement) ; au partenariat, aux infrastructures, à la gestion. Elle intègre aussi la politique d'accès à l'eau potable.

Une stratégie d'information-Education-Communication devra permettre d'impliquer les populations organisées à la base.

Les efforts entrepris dans ce secteur depuis l'alternance sont attestés par un certain nombre d'indicateurs de performance.

Intégrer tableau

En 2003, avec l'application (pour la première fois) du « document de stratégie de réduction de la pauvreté », il est attendu une nette reprise de la croissance dans les secteurs stratégiques de l'économie, du fait de l'augmentation des investissements publics et privés, sous-tendus par un accroissement de l'aide publique au développement et des flux d'investissement directs étrangers. Le Produit Intérieur Brut (PIB) pourrait connaître une croissance de 6,7 %, soutenue par les progrès à réaliser dans les secteurs :

- Primaire (8,4 %)
- Secondaire (+ de 9 %)
- Tertiaire (5,7 %) avec comme piliers, les transports et télécommunications (cf. les grands projets de l'alternance).

La reprise de la croissance économique et des investissements devrait occasionner la relance de l'emploi, salarié ou non. Bien entendu, par delà les chiffres, indicateurs ou ratios de la situation macro économique, c'est à l'aune du « panier de la ménagère », de l'augmentation significative du pouvoir d'achat, de l'amélioration notable des conditions de vie et de travail que les Sénégalaises et les Sénégalais apprécieront leur degré de satisfaction ou d'insatisfaction à l'égard du pouvoir de l'alternance.

3.4. QUELQUES AXES STRATEGIQUES DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DU SENEGAL SOUS L'ALTERNANCE

La construction de l'unité et de l'intégration africaines se faisant par cercles concentriques, de l'inférieur au supérieur, il est indispensable que le Sénégal se fixe pour priorités le règlement des contentieux de tous ordres, explicites ou latents, qui peuvent l'opposer à ses voisins frontaliers, notamment la Mauritanie, la Gambie et la Côte d'Ivoire. La démographie ou militaire, doit pouvoir capitaliser à partir de son image politique et de sa position géostratégique, pour déployer une politique extérieure reposant sur des alliances de différentes natures. Ainsi, il est indispensable d'avoir au moins deux ou trois alliés stratégiques au sein de l'UEMOA, trois ou quatre au sein de la CEDEAO et une dizaine au niveau continental, de sorte à pouvoir peser de façon significative sur l'orientation de ces différentes institutions. Il est également important de prendre en compte le fait que le Sénégal se trouve dans une zone d'instabilité qui va du Nigeria à la Guinée-Bissau et à la Guinée, en passant par la Côte d'Ivoire, le Libéria et la Sierra Leone, et que cette situation peut avoir des conséquences à la fois sur sa propre stabilité et sur son développement économique, ainsi que sur l'atteinte des objectifs qu'il s'est fixés dans le cadre de la construction de l'unité africaine.

Au plan extra africain, si les relations avec les grandes puissances occidentales sont à la fois incontournables et nécessaires, il est tout aussi important de pouvoir lier des alliances stratégiques avec des pays de « second rang » ou de « troisième rang », de manière à pouvoir contrebalancer un tant soit peu les relations avec les grandes puissances. Dans ce cadre, il serait opportun de nouer ou de renforcer les relations diplomatiques, économiques et de coopération diversifiée avec des pays comme le Mexique, le Brésil, l'Argentine, l'Inde, la Chine, la Malaisie, Cuba, les pays Arabes ainsi qu'avec les pays scandinaves, etc.

Enfin, une attention toute particulière devrait être accordée à la diaspora sénégalaise et africaine, soit pour des raisons liées à la sécurité de nos ressortissants notamment dans un certain nombre de pays, soit pour des raisons liées à son poids économique en termes d'expertise et de flux financiers en destination du Sénégal et du continent, soit pour son rôle dans le renforcement des capacités africaines de négociation, ou dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets de développement économique et social.

3.5. POINTS D'APPUI POUR UN DEVELOPPEMENT ENDOGENE DURABLE AU SERVICE DU PEUPLE

Dans le contexte de la mondialisation néolibérale, les rapports entre le Centre et la Périphérie sont structurellement défavorables à cette dernière. Dans le cadre de tels rapports, les productivités du travail dans les centres déterminent la valeur des produits dans les périphéries ainsi que les relations de prix, et définissent le contenu des rapports de domination à l'échelle internationale.

Le « développement du sous-développement » dans notre pays, situé dans le continent le plus affecté par un tel état de fait, l'Afrique, s'explique par son mode historique d'insertion dans la division internationale du travail qui structure ce système mondial.

Au plan interne, une minorité anti-nationale exploiteuse profite de ce système universel d'extorsion des fruits du travail du peuple laborieux, de la paysannerie pauvre et moyenne au premier chef. Elle œuvre inlassablement, de concert avec ses appuis extérieurs, à instaurer, consolider ou restaurer les rapports politiques, sociaux et culturels de pérennisation de cet ordre suranné. Elle rêve d'empêcher le peuple de prendre en mains souverainement son propre destin.

Il est donc impossible de réaliser la libération nationale et sociale en se soumettant à cette logique dominante d'extorsion et d'exploitation. Seule la mise en œuvre d'une stratégie bien pensée de décrochage d'avec cette logique peut conduire à un développement global, social, économique, culturel et humain au service de la nation et

du peuple. Une telle stratégie, auto centré et endogène, peut seule permettre d'enclencher un processus capable :

- de paralyser les effets d'échange extérieur sur les options intérieures, en le subordonnant aux exigences d'un développement interne maîtrisé.
- de conformer et soumettre les rapports d'échange entre les différents secteurs de la production à la qualité de travail socialement nécessaire, définie à partie logique nationale introvertie.

La stratégie endogène de rupture d'avec le système dominant d'extorsion et d'exploitation suppose, au plan des orientations économiques, la concrétisation des exigences ci-après :

- harmonisation aussi égalitaire que possible des revenus
- entre la campagne et ville
- entre les centres urbains et les zones péri-urbaines
- entre secteurs modernes et autres secteurs
- ajustement des rémunérations du travail sur la base déterminée par la productivité du travail rural
- constitution d'un excédent national sur la base de l'accumulation interne générée par une telle harmonisation
- impulsion d'une dynamique de croissance à partir de là et de la promotion concomitante de la consommation populaire introvertie;
- modernisation de l'agriculture paysanne, pour une agriculture diversifiée tournée prioritairement vers l'objectif d'autosuffisance alimentaire, et secondairement vers l'exportation; importance dans ce cadre de la conservation, de la transformation et de la normalisation des produits agricoles, horticoles et forestiers;
- priorité aux biens de consommation de masse sur les biens de prestige ou de luxe;
- combinaison de l'agriculture et de l'élevage dans une perspective nationale et populaire
- renforcement de la maîtrise et de la capacité paysanne sur les programmes, les projets et les exploitations agricoles;
- affectation aux communautés de base, des profits issus de petits projets de développement;
- orientation du système productif de sorte à satisfaire en premier lieu les besoins de consommation populaire;
- industrialisation articulée au progrès de la productivité dans l'agriculture;
- promotion d'infrastructures de maîtrise de l'eau à différentes échelles de grandeur;
- développement soutenu des énergies renouvelables et localement disponibles (solaires, éolienne, etc...)
- mise en place d'un système industriel orienté vers la satisfaction des besoins alimentaires et non alimentaires des populations rurales et urbaines;
- développement des capacités de négociation collective des prix des produits agricoles;
- résorption des inégalités régionales par un aménagement du territoire équilibré, rationnel, décentralisé et intégré;
- maîtrise et résorption des déséquilibres générés par les déficits de tous ordres (budgétaires, commerciaux, etc...);
- promotion de banques nationales et régionales de développement, valorisation de l'épargne intérieure et celle des émigrés, orientation de cette épargne intérieure prioritairement vers le financement d'activités de production :
- stimulation des échanges Sud/Sud;
- renforcement des capacités nationales, sous régionales et continentales de négociation internationale.

Comme on le voit, le moteur de ce développement économique ainsi tracé est une industrialisation au service de l'agriculture, en vue de créer les conditions d'une révolution agricole qui puisse augmenter la productivité du travailleur rural, selon un taux capable d'assurer sinon l'autosuffisance alimentaire immédiate, du moins la souveraineté alimentaire. Voilà ce qui doit déterminer les initiatives à prendre sur ce terrain, pour que là où il faut intensifier l'agriculture et mettre à la disposition des agriculteurs les intrants nécessaires, nous puissions le faire.

Pour que là où il faut mécaniser et moderniser, agrandir les unités paysannes ou les regrouper, qu'on puisse le réaliser de façon judicieuse, en tirant les leçons de l'expérience passée. Il faut le souligner, les politiques de diversification qui sont tentées ne relèvent pas d'une politique systématique.

Les conditions d'une diversification agricole, notamment une diversification céréalière, ne sont pas réunies, en particulier une meilleure combinaison entre l'agriculture et l'élevage, l'équipement de l'élevage, l'impulsion de toute une civilisation agraire autour de l'élevage, la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs qui fasse participer les différents acteurs à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques économiques. Comble de l'absurdité, malgré le potentiel énorme qui existe dans notre pays en matière céréalière, nous continuons d'importer l'essentiel de ce que mange le peuple, particulièrement dans le domaine rizicole, tout en continuant à lessiver les sols de façon permanente; là apparaît tout le désastre de ce qui se passe au Sud du pays, une civilisation agricole avec une expérience millénaire de production céréalière, fruitière, forestière et halieutique, mais que l'on laisse se détruire progressivement. Cela est également valable au Nord, dans la zone du Delta et de la vallée du fleuve Sénégal. Malgré les déstructurations de l'environnement et les contraintes qui en découlent, il n'en demeure pas moins que le Sénégal est capable de s'en sortir. Il lui faudrait alors rompre avec cette situation où nous sommes obligés d'importer du riz chaque année, accusant dans ce cadre un déficit de centaines de milliers de tonnes et dépensant des centaines de milliards de devises, alors que le pays peut facilement sortir de cette impasse. Il est possible d'enclencher ce processus, de diriger une campagne pour une industrie nationale, au service d'une révolution agricole et d'un développement endogène durable. Arrivé à ce niveau d'analyse, il se pose la question de la nature et du contenu du pouvoir d'Etat: si le peuple ne détient pas le pouvoir d'Etat, est-il possible d'infléchir la totalité de la politique et la totalité de l'Etat dans les directions tracées plus haut? Cette question pose de nouvelles tâches politiques, qui interpellent directement la Gauche, notre Parti en particulier. La prise du pouvoir par le peuple, si elle demeure un processus complexe, ininterrompu et par étapes, n'en est pas moins une question urgente et incontournable. Ici surgit de nouveau la problématique de la gouvernance démocratique fondée sur:

- la confiance aux masses, leur mobilisation et leur participation à la prise des décisions, à l'exécution et à l'évaluation des politiques, avec une attention particulière à accorder, dans ce cadre, au rôle à jouer par les travailleurs, les jeunes, les femmes, les intellectuels et chercheurs;
- l'application, à tous les niveaux, des principes de transparence, de contrôle, de responsabilité, de révocabilité, d'équité, de justice et d'éthique de gestion républicaine;
- la combinaison optimale de la démocratie représentative et de la démocratie
- la promotion d'un Etat économe, efficace et efficient, un Etat fort et respecté, qui n'étouffe ni les libertés, ni l'initiative, ni l'esprit d'entreprise, mais qui joue pleinement son rôle de garant de la construction nationale, de la justice sociale, du respect des droits des citoyens et du peuple;
- la stimulation de la révolution culturelle par la valorisation de nos langues et cultures nationales, le changement des mentalités et des comportements, l'éradication de l'analphabétisme, la vulgarisation de la culture scientifique et technique, le culte du travail, du mérite et de l'excellence;
- l'approfondissement continu de la décentralisation, de la gouvernance locale et de la gestion de proximité, pour une responsabilisation toujours accrue des

communautés de base dans la prise en charge de leurs propres affaires et du développement local.

IV. LES RESPONSABILITES POLITIQUES ET TACHES DE AND-JËF/PADS A L'HORIZON 2006/2007

4.1. BREVE ANALYSE DES PRINCIPALES FORCES POLITIQUES EN PRESENCE

Différents pôles sont en train de configurer le paysage politique sénégalais:

Le **PDS** : tirant atout de l'exercice du pouvoir d'Etat, il polarise nombre de forces politiques et sociales. Il est traversé par diverses contradictions d'intérêts, qui vont s'aviver de plus en plus dans la perspective de l'après WADE. La Convergence des Actions autour du Président de la République pour le Troisième Millénaire (CAP 21) se substitue bien souvent au PDS, pour monter au créneau et assumer la défense du Chef de l'Etat et de l'action de son gouvernement.

Le **CPC** : il est dominé par la famille PS (PS, URD, AFP). Si le RND semble avoir pris l'option d'une alliance stratégique avec l'AFP, le PIT lui semble disposer d'une marge d'initiatives plus grande. Du point de vue de l'avenir, ce regroupement résistera difficilement à l'épreuve du temps et des ambitions personnelles

Le **MER** : constitué à la veille des élections locales de mai 2002, il a pu enregistrer quelques gains, ce qui le pousse à prétendre incarner une 3e force et une 3e voie entre CAP 21 et CPC. Sa consistance reste à prouver et ses orientations politiques à clarifier.

Un pôle écolo-citoyen cherche à émerger et à se frayer une voie sur les flancs de la gauche. Montant en épingle «le discrédit de la politique et des politiciens», les écologistes et la «Société civile» se positionnent comme porteurs de valeurs et de thèmes sociaux désertés ou inconséquemment pris en charge par la gauche historique.

4.2 LA PROBLEMATIQUE DE L'UNIFICATION DE LA GAUCHE

Il est devenu urgent de constituer **un pôle de gauche** crédible, attractif, fort et capable de gagner.

Ce pôle pourrait intéresser outre AND-JËF, la LD, le PIT, le RTAS, L'UDF, le MSU, le PRC, l'URD/FAL, d'autres organisations ou partis, les personnalités et militants de gauche sans Parti. L'objectif pourrait être, à court terme, un cadre d'unité souple mais fonctionnel, et à moyen terme, un Parti unifié ou toute autre forme supérieure d'unité.

Il faudra, pour y arriver, surmonter des difficultés réelles: Partis éclatés entre la majorité au pouvoir et l'opposition, querelles de personnes et de leadership, expériences différentes et bilans non partagés, vieux contentieux explicites ou implicites, place des leaders historiques et nécessité de relève et de renouvellement, jonction avec le mouvement social et la mouvance citoyenne, etc. C'est dire toute l'importance du rôle que AND-JËF doit jouer dans ce processus, en termes d'initiatives, de maturité et d'esprit unitaire.

Il pourrait être envisagé d'appeler à la mise en place d'un Comité d'Initiative qui adopterait un Appel conjoint et initierait un débat ouvert sur le bilan des forces de gauche, la pertinence, l'actualité et le contenu d'une politique de gauche aujourd'hui au Sénégal, en Afrique et dans le monde, pour déboucher sur la tenue des Assises Nationales de la Gauche. Ces Assises viseraient à définir une plate forme commune, les contours du cadre d'unité à promouvoir, les tâches et le programme de travail.

4.3 LA PRESENCE DE AND JEF 1 PADS DANS LE GOUVERNEMENT ET LES ECHEANCES ELECTORALES de 2006/2007

Cette question a déjà été abordée dans les deux premières parties du texte. La poursuite ou non de notre participation à la gestion des affaires du pays, doit être appréciée au regard des impératifs suivants:

- volonté de préserver et d'approfondir l'acquis de la victoire historique du 19 mars 2000;
- capacité d'influer de façon significative sur la prise de décision dans le sens des attentes des militants, des citoyens et du peuple;
- exigence d'implantation, de renforcement politico organisationnel et de développement du Parti dans les différents compartiments, afin de lui faire jouer un rôle de locomotive au sein de la gauche et sur l'ensemble de l'échiquier politique national;
- préparation et prise en charge, dans les conditions les plus favorables possibles, des élections législatives de 2006, présidentielles et locales de 2007;
- sauvegarde de l'autonomie de pensée et d'action mais aussi de l'esprit unitaire et d'ouverture du Parti, en rapport avec les exigences rappelées ci-dessus et nos ambitions politiques légitimes pour le Sénégal et pour l'Afrique.

Il est certainement prématuré de ficeler une tactique électorale définitive en direction, des, élections de 2006 et de 2007. Il doit être clair néanmoins que nous devons, d'ores et déjà, les préparer très sérieusement et à tous les plans, afin d'y jouer, le moment venu, un rôle moteur, central et déterminant. Il ne fait pas de doute que les résultats de ces élections décideront, largement et pour longtemps, du sort et de la configuration des principales forces politiques dans notre pays.

4.4. LES TACHES D'EDIFICATION ET DE DEVELOPPEMENT DU PARTI :

Notre tâche majeure est d'édifier et de développer AND JEF/PADS pour en faire une force politique de premier rang, incontournable, à l'horizon 2006/2007. Le développement du Parti est une œuvre globale, multidimensionnelle et intégrée, prenant en charge les compartiments suivants:

- Politique : ligne politique stratégique et tactique, conquête démocratique et exercice du pouvoir au service du peuple; autonomie, coalition et alliance; maîtrise du processus électoral et élargissement de notre électorat; relations extérieures et relations internationales;
- Idéologique : socialisme solidaire et panafricanisme de gauche, programme alternatif, valeurs et comportements; porteurs de voix et porteurs de valeurs;
- Organisationnel : implantation du Parti, massification, structuration, animation, mobilisation, formation, communication interne et externe; articulation entre les mouvements internes et les mouvements de masse; modernisation du management du Parti, de la gestion des ressources humaines en particulier;
- Economique : recherche, collecte et mobilisation de ressources matérielles et financières pour les besoins de fonctionnement du Parti et de conduite de ses différentes activités;
- Social, culturel et citoyen : implication dans le mouvement ouvrier, syndical et social, culturel et citoyen national, africain et mondial; prise en charge des préoccupations sociales des militants et des masses.

Le Plan Quadriennal de développement du Parti 2003-2006 doit permettre de satisfaire pleinement ces exigences, sur la base des principes directeurs suivants:

- assurer, mais en l'organisant toujours mieux, l'expression ouverte de nos points de vue autonome, au centre et à la base, sur toutes les questions importantes nationales et internationales, en veillant concomitamment à améliorer la circulation de l'information interne et la liaison sommet/base;

- continuer à approfondir le bilan de I/Alternance en liaison avec les masses populaires;
- s'impliquer dans les luttes populaires et les mobilisations citoyennes en rendant toujours plus efficaces et cohérentes notre présence et notre intervention au sein des masses;
- œuvrer de toutes nos forces pour des mesures et signaux forts en faveur de l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations rurales et urbaines;
- élargir les rangs du Parti ainsi que son électorat, tout en renforçant la formation des militants et en prenant en charge leurs préoccupations économiques et sociales pour une capacité et une qualité d'intervention toujours plus élevées dans un parti plus moderne et plus attractif;
- forger la relève militante, notamment au sein des jeunes et des femmes, promouvoir des dirigeants nationaux et locaux crédibles, aptes à propulser résolument le parti vers l'atteinte de ses objectifs;
- accorder une attention plus soutenue aux efforts indispensables d'élaboration de propositions alternatives dans les différents secteurs de la vie politique, institutionnelle, économique, sociale et culturelle du pays;
- faire preuve d'audace, d'esprit d'initiative et de dévouement à la cause du peuple pour doter le parti des moyens de ses politiques et ambitions légitimes;
- être prêts en toutes circonstances à assumer toutes nos responsabilités avec perspicacité et maturité, de sorte à toujours mieux servir le peuple.

CONCLUSION

Il est question d'accélérer la construction et le développement d'une nation unie, riche de sa diversité et de sa pluralité et liant résolument son destin à celui de l'Afrique toute entière. Diverses initiatives populaires de rupture positive sont entrain de bourgeonner sous l'alternance, nombreuses et variées, chez les femmes, les paysans producteurs, les travailleurs et les chômeurs, les industriels, chefs d'entreprises, artisans et commerçants, chez les intellectuels et les cadres, les artistes et les sportifs, les handicapés, les émigrés disséminés aux quatre vents, les fonctionnaires anonymes, tous ces patriotes qui piaffent d'impatience, prêts à servir leur pays. Pour peu qu'on leur fasse confiance, qu'on les écoute, les encourage, les soutienne, pour peu que les leaders leur donnent l'exemple de l'intégrité, du dévouement au peuple et de l'abnégation, ils feront des miracles, convaincus que le développement du Sénégal sera d'abord l'œuvre des sénégalais eux-mêmes.

Si l'alternance du 19 mars constitue une avancée historique dans l'évolution politique du Sénégal, elle ne suffit pas en elle-même pour porter le changement qualitatif de la situation: et du destin du peuple sénégalais.

A nous donc, AND **JEF** / PADS, pour autant que nous nous assumions en tant que force politique de gauche porteuse d'alternative et d'ambitions pour le Sénégal et pour l'Afrique, à nous de relever solidairement le défi, avec l'appui renouvelé et la confiance vigilante du peuple sénégalais.